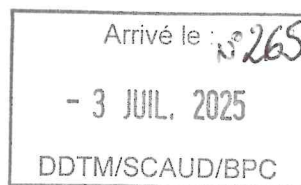




Société Française Donges-Metz
47 avenue Franklin Roosevelt
77210 AVON
Tél. : 01 60 72 49 00



Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

Service Conseil, Accompagnement et
Urbanisme Durable

10 boulevard Gaston Serpette – BP 53 606

44 036 NANTES Cedex 01

Affaire suivie par K.SCHAPPACHER

Tél. 01.60.72.49.33

Avon, le 23 juin 2025

Objet : **SYSTEME D'OLEODUC DONGES-MELUN-METZ**

Révision du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de CapAtlantique La Baule-Guérande
Agglo

Avis des services de l'Etat sur le projet de SCoT arrêté

Madame,

Par courrier du 23 mars 2025, vous nous avez consultés sur la révision du SCoT de
CapAtlantique La Baule-Guérande Agglo et nous vous remercions de votre consultation.

Nous vous confirmons que l'Oléoduc Donges Melun Metz que nous exploitons traverse bien
le périmètre du SCOT cité en objet sur les communes de :

- ✓ PIRIAC SUR MER
- ✓ LA TURBALLE
- ✓ GUERANDE
- ✓ LA BAULE

Ces communes étant concernées par les servitudes d'Utilité Publique prises au profit de l'Etat
lors de la construction du pipeline, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint des extraits de
plans du tracé du D.M.M. à la traversée du périmètre du SCoT, la fiche I3 (anciennement IIbis)
afférente à ces communes.

Les articles L.555-16 et R.555-30 du code l'environnement, complétés par l'arrêté ministériel
du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de
l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou
assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, prévoient la mise en place de Servitudes d'Utilité
Publiques (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport
de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques, dans l'ensemble des communes traversées par ces
canalisations.



Société Française Donges-Metz
47 avenue Franklin Roosevelt
77210 AVON
Tél. : 01 60 72 49 00

Cette réglementation s'applique aux constructions ou extensions des ERP de plus de 100 personnes ou des I.G.H. Ces servitudes, qui doivent être prises en compte dans les documents d'urbanisme des communes concernées, sont instituées par arrêté préfectoral.

Elles n'auront pas d'incidence sur les autres projets d'aménagement (ERP de moins de 100 personnes, particuliers, entreprises,...). Cependant, nous vous prions de nous informer de toute consultation délivrée dans la zone SUP1, soit 125 mètres de part et d'autre de la canalisation.

De plus, l'arrêté du 5 mars 2014 prévoit que des études de dangers doivent être réalisées par les exploitants conformément à des guides professionnels reconnus par l'administration. A ce titre, la dernière étude de danger réalisée sur notre canalisation a permis de déterminer des zones de dangers graves et très graves pour la vie humaine en cas d'incendie ou d'explosion de la canalisation, tout au long de notre réseau. Des dispositions spécifiques imposées aux constructeurs ou aménageurs pourraient être envisagées afin de limiter le nombre de personnes potentiellement exposées ou protéger la population par le renforcement des futures constructions.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire qui vous serait nécessaire, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

K. Schappacher
Coordinatrice Affaires Ligne

OLEODUC DE L'ETAT

concédé à & exploité par S.F.D.M.

(Hydrocarbures Liquides)

FICHE SERVITUDE I.3

Servitudes d'Utilité Publique

CAP ATLANTIQUE LA BAULE GUERANDE AGGLO

Texte définissant les servitudes : Pipelines de Défense - Décret N° 50-836 du 8 Juillet 1950 (J.O. du 01/07/1950) modifié par décret N° 6382 du 4 Février 1963 (J.O. du 05/02/1963)

Texte créant les servitudes de :

Nom de l'Ouvrage : **DONGES - MELUN** Tronçon de l'Oléoduc : **DONGES - MELUN - METZ**

Décret du 23 novembre 1954

Les servitudes ont été établies soit par convention passée à l'amiable, soit par ordonnances d'expropriation. Dans les deux cas les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication à la conservation des hypothèques.

Consistance des servitudes :

- 1/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où est enfouie la conduite, il est interdit :
 - d'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre,
 - d'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.
- 2/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de servitude de 15 mètres de largeur :
 - d'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation,
 - d'essarter tous arbres ou arbustes,
 - de construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.
- 3/ Le propriétaire et ses ayant-droits doivent :
 - ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres,
 - s'abstenir de tout acte de nature à nuire à l'ouvrage (1),
 - dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service responsable de la Servitude et de la Gestion de l'Oléoduc à consulter :

S.F.D.M.
(Société Française du DONGES METZ)
47 avenue Franklin Roosevelt
77210 - AVON
Téléphone : 01 60 72 49 33

à qui a été confiée l'exploitation du D.M.M. pour une durée de 25 années par décret en date du 24 février 1995, paru au Journal Officiel le 26 Février 1995.

En application du **décret 2011.1241 du 05 octobre 2011** et de son **arrêté d'application du 15 février 2012** tous travaux exécutés dans les bandes d'implantation des réseaux, doivent faire l'objet d'une Déclaration de Travaux par le par le Maître d'Œuvre ou d'Ouvrage, et d'une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux par l'Entreprise chargée de ceux-ci, au moyen du formulaire CERFA réservé à cet effet, à la Sté S.F.D.M.
47 avenue F. Roosevelt - 77210 AVON - Téléphone : 01 60 72 49 33.

- (1) Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation empêchent la surveillance continue de celle-ci.
En conséquence ils sont assimilés à des constructions, et leur établissement est soumis à accord préalable.

CETTE FICHE EST A REPRENDRE DANS LE DOSSIER DU SCoT

